

Pauvreté et niveaux de vie en 2005

Pascal Chevalier, Jérôme Pujol (Insee)

SELON l'enquête Revenus fiscaux 2005, le niveau de vie moyen mensuel des individus est de 1 550 euros. La moitié des individus ont un niveau de vie inférieur à 1 360 euros par mois. Entre 2002 et 2005, les inégalités ont peu évolué. Au cours de cette période, la pauvreté monétaire est restée globalement stable, après avoir baissé de 1996 à 2002.

En 2005, le seuil de pauvreté à 60% de la médiane représente en France un niveau de vie individuel de 817 euros par mois. Le taux de pauvreté correspondant est de 12,1%, ce qui représente environ 7,1 millions de personnes.

Les familles monoparentales sont les plus touchées par la pauvreté : une personne sur quatre vivant au sein d'une famille monoparentale y est confrontée. Entre 1996 et 2005, la pauvreté a diminué dans les zones rurales, alors qu'elle a augmenté dans les grandes agglomérations. En 2005, le revenu disponible des ménages pauvres est composé pour plus d'un tiers de prestations sociales, alors que celles-ci représentent moins de 5% du revenu disponible des ménages non pauvres. Avoir un emploi protège de la pauvreté : parmi les actifs, le risque d'être pauvre est moins élevé pour les actifs occupés que pour les chômeurs.

Le niveau de vie moyen s'établit à 1 550 euros par mois en 2005. Pour la moitié de la population, il est inférieur à 1 360 euros (niveau de vie médian). À titre de comparaison, le Smic s'élevait en 2005 à 1 218 euros par mois (pour 151,67 heures de travail). Le niveau de vie d'un individu est, par convention, celui du ménage dans lequel il vit ; il se calcule en divisant le revenu disponible par le nombre d'unités de consommation (UC) de ce ménage. Les UC permettent de tenir compte de la structure du ménage et des économies d'échelle que procure la vie en commun : on compte 1 UC pour le premier adulte, 0,5 UC pour chaque autre adulte et 0,3 pour les enfants de moins de 14 ans. Ainsi, un couple avec deux enfants de moins de 14 ans doit avoir un revenu disponible 2,1 fois supérieur à celui d'une personne seule pour accéder au même niveau de vie.

En 2005, les 10 % d'individus les plus modestes de la population (premier décile, D1) ont un niveau de vie inférieur à 780 euros mensuels, tandis que 10 % des individus ont un niveau de vie supérieur à 2 450 euros (dernier décile, D9). Le rapport interdécile (D9/D1) est donc de 3,15, tandis que celui du décile supérieur (D9) à la médiane (D5) est de 1,80 (tableau 1).

Tableau 1

Indicateurs d'inégalité des niveaux de vie sur l'ensemble de la population

	1996	1998	2000	2002	2002*	2003	2004	2005
D9/D1	3,35	3,26	3,27	3,20	3,21	3,17	3,14	3,15
D5/D1	1,83	1,79	1,78	1,77	1,76	1,76	1,74	1,76
D9/D5	1,83	1,83	1,8	1,81	1,82	1,81	1,80	1,80
Indice de Gini (en %)	27,1	26,8	27,2	26,7	26,9	26,9	26,8	26,9
S20	9,2	9,4	9,1	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6
S50	31,6	31,6	31,4	32,0	31,9	31,9	32	31,9
S80	63,5	63,4	63,0	63,5	63,3	63,4	63,4	63,3

Lecture : D1 désigne la limite du décile inférieur du niveau de vie des individus, D9 celle du décile supérieur et D5 la médiane. Les 10 % les plus modestes de la population ont un niveau de vie inférieur ou égal à D1, le niveau de vie des 10 % les plus aisés est supérieur à D9, D5 partage la population en deux parts égales.

S20 représente la part des niveaux de vie détenue par les 20 % des individus les plus modestes.

L'indice de Gini est un indicateur synthétique des inégalités. Un indice égal à 1 décrit la situation la plus inégalitaire, ou l'ensemble des revenus serait détenu par une seule personne, inversement un indice de 0 correspondrait à une situation d'égalité parfaite des revenus entre les individus. Le fléchissement de cet indice entre 1996 et 1998 indique une concentration moins forte des niveaux de vie et une diminution globale des inégalités.

Champ : Individus appartenant à des ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est ni étudiante ni militaire du contingent.

Sources : Insee-Direction générale des impôts (DGI), enquêtes Revenus fiscaux 1996, 1998, 2000, 2002, 2002 rétropolée, 2003, 2004 et 2005.

Peu d'évolution des inégalités entre 2002 et 2005

Sur les quatre dernières années disponibles, de 2002 à 2005, les inégalités évoluent peu. Les rapports interdéciles ou les mesures de concentration des revenus sont relativement stables. La moitié des individus ayant les niveaux de vie les plus faibles détiennent un peu plus de 30 % de la masse des revenus disponibles par équivalent adulte. Les 20 % les plus aisés en détiennent 37 %. Cette dernière mesure est sans doute sous-évaluée en raison de la source utilisée, mais elle permet de donner un ordre de grandeur. En effet, en raison de certains mécanismes fiscaux, notamment le prélèvement libératoire¹, les revenus du patrimoine ne sont que partiellement couverts par les enquêtes Revenus fiscaux alors qu'ils sont répartis de manière plus inégalitaire que les revenus d'activité ou de retraite, et plutôt concentrés dans le haut de la distribution.

Stabilité de la pauvreté monétaire

La pauvreté monétaire relative, correspondant à une mesure des inégalités dans le bas de la distribution, ne montre pas non plus sur la période de tendance marquée, que ce soit à la hausse ou à la baisse. La période 2002-2005 tranche ainsi avec la période 1996-2002. Cette dernière correspondait en effet à une période assez exceptionnelle d'embellie économique, associée à un emploi particulièrement dynamique. Elle s'est traduite par une nette amélioration des niveaux de vie moyens (+1,7 % par an en moyenne). Elle a pu bénéficier à la fois aux catégories les plus modestes (+3,3 % par an pour les 10 % les plus modestes), grâce à la réduction du chômage et à la revalorisation d'un certain nombre de prestations sur la période, comme aux plus aisés (+2,4 % par an pour les 5 % les plus aisés), dont les revenus sont par nature plus sensibles à la conjoncture que ceux des catégories intermédiaires. Ces évolutions très favorables des revenus se sont accompagnées d'une tendance à la baisse de la pauvreté monétaire.

Le taux de pauvreté monétaire est défini comme la proportion d'individus ayant un niveau de vie inférieur à un certain seuil, le seuil de pauvreté. Ce seuil est calculé par rapport à la médiane de la distribution des niveaux de vie. Les seuils les plus fréquemment utilisés sont fixés à 60 % ou à 50 % du niveau de vie médian, avec une préférence pour le seuil à 60 % tel que retenu par Eurostat.

Le seuil de pauvreté à 60 % de la médiane vaut 817 euros par mois en 2005, et celui à 50 %, 681 euros (tableau 2). Un individu vivant seul est donc pauvre au seuil

1. Lorsque le ménage recourt au prélèvement libératoire, l'impôt n'est pas réglé par le contribuable mais par l'établissement financier qui verse le revenu. Réservée aux personnes physiques, cette possibilité ne concerne que les placements à revenu fixe (ce qui exclut le revenu des actions notamment). Le taux de prélèvement libératoire est de 16 % depuis le 1^{er} janvier 2004. Il s'ajoute aux 11 % de prélèvements sociaux.

2. Ces cas types ont été calculés à partir du modèle Ines, développé par l'Insee et la Drees. Ils correspondent aux niveaux de vie hors allocations logement, avec la législation de 2005. Les différences entre couples monoactifs et biactifs viennent de la prime pour l'emploi (PPE).

de 60% dès lors que son revenu disponible est inférieur à 817 euros par mois. Les membres d'un couple sans enfant (soit 1,5 UC) sont considérés comme pauvres si le revenu disponible de leur ménage est inférieur à 1226 euros par mois (1,5 x 817 euros). Il faut ensuite ajouter au revenu disponible du ménage 245 euros par enfant de moins de 14 ans et 409 euros par personne de plus de 14 ans supplémentaire, pour déterminer si les individus faisant partie d'un ménage sont pauvres ou non.

Tableau 2

Taux de pauvreté de 1996 à 2005

	1996	1998	2000	2002	2002*	2003	2004	2005
Seuil à 60% de la médiane								
- Taux	13,5	12,8	12,7	12,2	12,0	12,0	11,7	12,1
- Seuil	720	733	764	799	805	805	803	817
- Taux ancré dans le temps 2000	-	-	12,7	10,5	10,4	10,4	10,2	9,7
- Taux ancré dans le temps 1997	-	11,9	10,2	8,1	8,2	8,4	7,6	8,1
- Taux ancré dans le temps t-1	-	11,9	11,8	11,3	11,2	12	11,8	11,4
- Taux ancré dans le temps t-5	-	-	-	-	8,2	9,0	9,5	9,7
- Niveau de vie médian des personnes pauvres (en euros 2005)	589	607	633	669	674	662	658	669
- Intensité pauvreté	18,3	17,2	17,1	16,2	16,3	17,7	18,0	18,2
Seuil à 50% de la médiane								
- Taux	7,2	6,7	6,5	6,0	5,9	6,3	6,2	6,3
- Seuil	600	611	637	666	671	671	669	681
- Taux ancré dans le temps 1997	7,2	6,0	4,8	3,6	3,7	3,7	3,9	3,9
- Niveau de vie médian des personnes pauvres (en euros 2005)	493	521	548	569	577	582	578	578
- Intensité pauvreté	17,8	14,7	14	14	14	13,2	13,7	15,2

Lecture: En 2005, le taux de pauvreté monétaire au seuil de 60% de la médiane (817 euros) est de 12,1%. En prenant comme référence la valeur de ce seuil un an plus tôt (803 euros) et en l'actualisant par les prix, ce taux serait de 11,4% en 2005 (taux ancré dans le temps t-1). En prenant comme référence la valeur du seuil de pauvreté en 2000 (764 euros) et en l'actualisant par les prix, le taux serait de 9,7% en 2005 (taux ancré dans le temps t-5, correspondant dans le cas présent au taux ancré dans le temps 2000).

Champ: Individus appartenant à des ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est ni étudiante ni militaire du contingent.

Sources: Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux de 1996 à 2005.

À titre comparatif, en 2005, un couple avec deux enfants de moins de 14 ans, où un seul des membres du couple travaille et perçoit le Smic, dispose d'un niveau de vie mensuel de 542 euros², donc inférieur aux seuils de pauvreté à 60% et à 50%. Le même ménage, mais dont les deux membres du couple travaillent et perçoivent chacun le Smic, avec un niveau de vie mensuel de 1021 euros environ est au-

dessus des seuils de pauvreté à 50% et à 60%. Enfin, un adulte vivant seul avec un enfant de moins de 14 ans, touchant le Smic, avec un niveau de vie moyen de 782 euros se trouve au-dessus du seuil de pauvreté à 50%, mais en dessous de celui à 60%.

Pour prolonger la comparaison, le montant du revenu minimum d'insertion (RMI) pour une personne seule s'élève à 425 euros par mois au 1^{er} janvier 2005. Le minimum vieillesse pour une personne seule vaut 599 euros alors que pour un couple, il correspond à un niveau de vie de 717 euros par mois. Les personnes dont les seules ressources sont constituées de ces minima sociaux font donc automatiquement partie de la population pauvre au seuil de 60% de la médiane.

Le seuil de pauvreté monétaire est par définition relatif, son évolution étant entièrement déterminée par celle de la médiane des niveaux de vie. Sur la période 2002-2005, les niveaux de vie sont restés globalement stables en termes réels. Les seuils de pauvreté suivent ainsi la même tendance : ils ont très peu évolué en euros constants, quelle que soit la convention retenue (50% ou 60% de la médiane). En particulier, les seuils sont restés identiques en 2002 et 2003, simplement parce que les niveaux de vie médians n'ont pas évolué en termes réels entre les deux années.

Sur la période 2002-2005, la pauvreté monétaire fluctue, sans qu'une tendance nette soit perceptible. Cela met en évidence une rupture avec la période 1996-2002, au cours de laquelle la tendance à la baisse était nette. Entre 1996 et 2002, le taux de pauvreté a ainsi perdu plus d'un point au seuil de 60% comme à celui de 50%. Compte tenu par ailleurs de la hausse des seuils sur la période, la baisse du taux de pauvreté représentait une augmentation d'autant plus forte des niveaux de vie dans le bas de la distribution.

En 2005, on dénombre ainsi 7,1 millions de personnes pauvres au seuil de 60% de la médiane, et 3,7 millions au seuil de 50%. Les taux de pauvreté au seuil de 60% de la médiane ou de 50% s'élèvent respectivement à 12,1% et 6,3% de la population. Ils marquent une hausse ponctuelle par rapport à 2004 (respectivement +0,4 point et +0,1 point), à la limite de la significativité et qui ne saurait être interprétée comme une nouvelle tendance. Il convient en effet de garder à l'esprit que ces taux sont mesurés, comme toute grandeur statistique, avec une certaine précision statistique (de +/- 0,5 point pour le seuil à 60% et de +/- 0,4 point pour le seuil à 50% avec le dispositif actuel), supérieure aux évolutions constatées en 2005. De ce fait, les évolutions d'une année à l'autre doivent être interprétées avec prudence.

Le niveau de vie médian des personnes pauvres correspond au niveau de vie en deçà duquel se situe la moitié des personnes pauvres, l'autre moitié se situant au-delà. En 2005, une personne pauvre sur deux (au seuil de 60%) a un niveau de vie inférieur à 669 euros par mois. Sur la période 1996-2002, associée à une conjoncture favorable, cet indicateur n'a cessé d'augmenter, que ce soit au seuil de 60% ou de 50%, traduisant une certaine amélioration de la situation des ménages pauvres. Entre 2002 et 2005, l'évolution serait plutôt orientée à la baisse, avec une baisse continue de cet indicateur jusqu'en 2004 pour la pauvreté au seuil de 60% de la médiane (- 0,7% entre 2002 et 2005). Au seuil de 50%, le niveau de vie médian des personnes pauvres est resté globalement stable sur la période.

Un autre regard, au travers de la pauvreté ancrée dans le temps

La pauvreté monétaire mesurée précédemment est relative dans le sens où elle s'appuie sur un seuil entièrement dépendant de la distribution des niveaux de vie de l'année considérée. Une approche de la pauvreté monétaire absolue nécessiterait de définir un revenu minimum en deçà duquel il ne serait pas possible de vivre décemment. On ne s'essaiera pas à cet exercice ici, compte tenu des nombreuses hypothèses normatives qu'il nécessite et qui devraient faire au moins l'objet d'un consensus social, à la fois sur le contenu et sur son évolution au cours du temps. Mais il est possible de s'en approcher de deux façons différentes. On peut regarder la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur au RMI pour une personne seule. Le RMI vient en effet compléter les ressources de manière à garantir un revenu minimal. On peut également s'intéresser à une notion semi-relative, la pauvreté avec un seuil ancré dans le temps : il s'agit de mesurer la part des individus vivant sous un seuil défini en termes relatifs une année donnée et qui resterait constant d'une année sur l'autre en termes réels. Ainsi, chaque année t , on peut par exemple mesurer le taux de pauvreté ancré dans le temps $t-1$, c'est-à-dire la part des individus vivant l'année t sous le seuil correspondant au seuil de pauvreté de l'année précédente, simplement réévalué par l'inflation. Cela revient à essayer d'évaluer un taux de pauvreté dans les conditions de l'année précédente.

En 2004, le seuil de pauvreté à 60% de la médiane vaut 788 euros courants par mois ; le taux de pauvreté correspondant est de 11,7%. Si l'on conservait le seuil de 2004 (en euros constants, soit 803 euros de 2005) pour 2005, la proportion de personnes pauvres dans la population serait inférieure à celle observée en 2004 et serait de 11,4% en 2005 (taux ancré $t-1$). Selon le sens précédent, la proportion des personnes pauvres aux conditions de l'année précédente a donc diminué entre 2004 et 2005. De la même façon, le seuil de pauvreté monétaire en 2000 vaut 764 euros 2005. En 2005, 9,7% de la population a un niveau de vie inférieur à ce seuil. Le taux de pauvreté monétaire s'établissant à 12,7% en 2000, la proportion des personnes pauvres aux conditions de 2000 a été réduite, et est passée de 12,7% à 9,7% de la population. Cela traduit ainsi une diminution de la pauvreté semi-relative sur les deux périodes.

Une autre approche de la pauvreté ancrée dans le temps consiste à prendre le seuil de pauvreté monétaire relatif une année donnée, par exemple 1997, et à analyser chaque année la proportion des individus dont le niveau de vie est inférieur à ce seuil, déflaté par l'indice des prix. Cela permet d'analyser chaque année l'évolution du bas de la distribution des niveaux de vie, par rapport aux conditions de 1997. Le tableau 2 montre ainsi que les taux ancrés dans le temps 1997 ont nettement diminué entre 1996 et 2002, que ce soit au seuil de 50% ou de 60% de la médiane des niveaux de vie. Cela traduit une amélioration sensible de la situation de la pauvreté considérée en 1997. Par contre, depuis 2002, le taux de pauvreté ancré dans le temps 1997 à 60% oscille, celui à 50% est globalement stable. Cet indicateur confirme ainsi le constat fait précédemment, c'est-à-dire que la situation des plus pauvres ne s'améliore plus depuis 2002. C'est à peu près le même constat avec le

taux ancré dans le temps 2000, même si l'année 2005 correspond à une baisse plus marquée de cet indicateur.

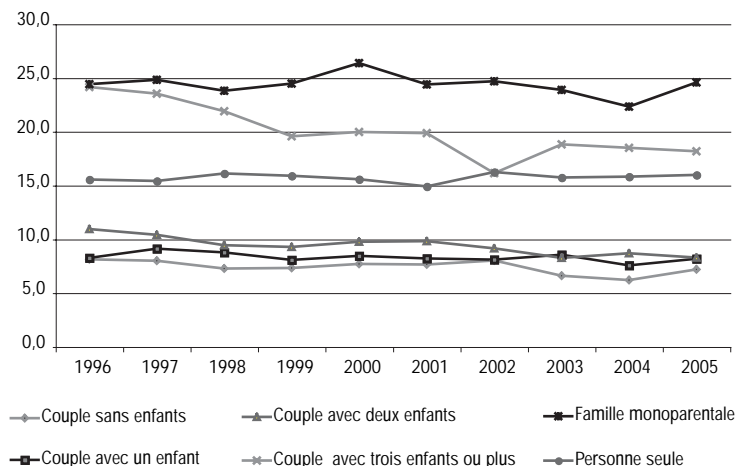
Les familles monoparentales restent les plus touchées

Le type de ménage est un facteur important du point de vue du risque de la pauvreté. Près d'une personne sur quatre vivant au sein d'une famille monoparentale est confrontée à la pauvreté, soit un risque deux fois plus important que dans l'ensemble de la population (graphique 1). Celui-ci a peu évolué sur les dix dernières années. Par contre, la part des familles monoparentales dans la population ayant augmenté, cela a mécaniquement généré une hausse de la part des personnes pauvres vivant en famille monoparentale depuis 1996 : cette part est passée de 13 % à 17 % en 2005. Ce sont néanmoins les familles nombreuses, couples avec trois enfants ou plus, qui en constituent la plus grande part : une personne pauvre sur cinq vit au sein d'une famille nombreuse. Depuis 1996, cette catégorie de ménages a vu son risque de pauvreté diminuer très fortement, alors que parallèlement la part de cette catégorie de ménages dans la population s'est également réduite.

Dans le classement des taux de pauvreté, après les familles monoparentales et les familles nombreuses, les personnes seules se singularisent avec un taux relativement stable depuis dix ans, aux environs de 15 %. Leur part dans la population ayant augmenté, la proportion des personnes seules dans la population pauvre est passée de 14 % en 1996 à 18 % aujourd'hui.

Graphique 1

Taux de pauvreté selon le type de ménage, en %



Champ : Individus appartenant à des ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est ni étudiante ni militaire du contingent.

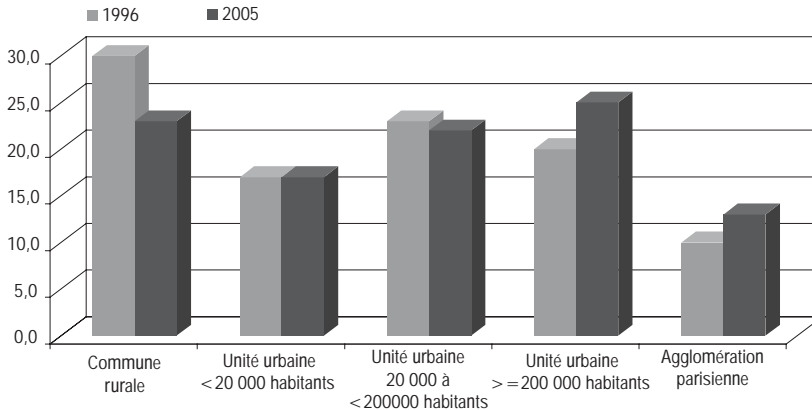
Sources : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux de 1996 à 2005.

Un déplacement de la pauvreté des zones rurales vers les grandes agglomérations

La localisation de la population pauvre a également évolué entre 1996 et 2005. L'évolution la plus nette concerne les communes rurales et les grandes agglomérations (graphique 2). La pauvreté en zone rurale a ainsi fortement diminué sur la période, alors qu'elle a augmenté dans les agglomérations de plus de 200 000 habitants, et en particulier dans l'agglomération parisienne. Ainsi, en 2005, un pauvre sur quatre vit dans une agglomération de plus de 200 000 habitants, alors qu'ils étaient un sur cinq en 1996. Ce déplacement de la population pauvre s'est accompagné d'une forte diminution du risque de pauvreté en zone rurale, et d'une augmentation du risque de pauvreté dans l'agglomération parisienne.

Graphique 2

Structure de la pauvreté selon la zone de résidence, en %



Champ : Individus appartenant à des ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est ni étudiante ni militaire du contingent.

Sources : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux 1996 et 2005.

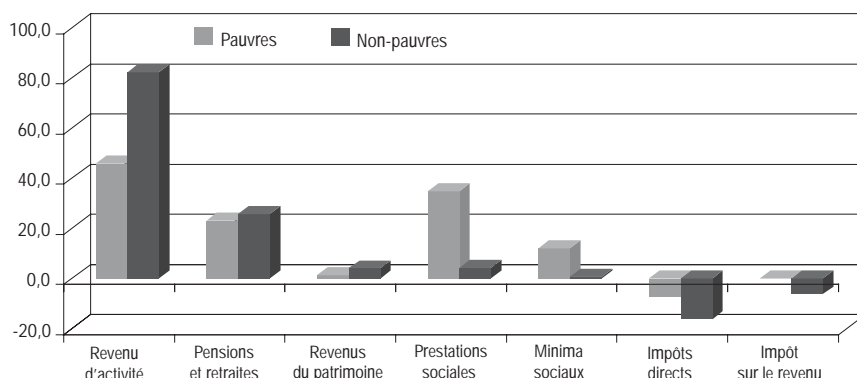
Le revenu disponible des ménages pauvres est composé pour plus d'un tiers de prestations sociales

Le système redistributif composé des impôts et des prestations sociales joue à plein pour les personnes pauvres. La comparaison de la structure du revenu disponible entre la population pauvre au seuil de 60% de la médiane et la population non pauvre confirme très nettement que la population pauvre est largement bénéficiaire des prestations sociales (graphique 3). Son revenu disponible est ainsi composé d'un peu plus du tiers par des prestations, à la différence des ménages non pauvres pour lesquels la part des prestations dans le revenu disponible ne dépasse pas les 5%. Ces prestations sociales sont à peu près également réparties entre minima

sociaux, allocations logement et prestations familiales. Cette différence trouve sa contrepartie au niveau des revenus d'activité : ce type de revenus représente 45 % du revenu disponible des pauvres, alors qu'il dépasse les 80 % pour les non-pauvres.

Graphique 3

Composition du revenu disponible des pauvres en 2005, en %



Champ : Individus appartenant à des ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est ni étudiante ni militaire du contingent.

Sources : Insee-DGI, enquête Revenus fiscaux 2005.

Les personnes qui ont un emploi restent les mieux loties

En 2005, le niveau de vie moyen des actifs au sens du Bureau international du travail (BIT) s'élève à 19 900 euros par an (tableau 3). Il est ainsi supérieur de 14 % à celui des inactifs (17 500 euros). Le niveau de vie moyen plus élevé des actifs cache des inégalités liées à la situation sur le marché du travail plus importantes que chez les inactifs : le niveau de vie moyen d'un chômeur est inférieur de 35 % à celui d'un actif occupé et de 23 % à celui d'un inactif. Même si le lien entre salaire et niveau de vie est complexe, une relation directe existe, le salaire constituant la composante principale du niveau de vie. Par définition hors du marché du travail, les retraités, étudiants et enfants ont un niveau de vie moyen comparable : 17 300 euros pour les enfants de moins de 18 ans, 18 000 euros pour les retraités de plus de 65 ans et 18 200 euros pour les étudiants. Les enfants et les étudiants bénéficient des revenus d'activité et de remplacement apportés par les personnes avec lesquelles ils vivent. Ils ont en moyenne un niveau de vie plus faible que les actifs parce qu'ils apportent peu ou pas de revenus au ménage, mais augmentent le nombre d'unités de consommation du ménage et diminuent ainsi son niveau de vie. Les autres inactifs (femmes au foyer, personnes handicapées, chômeurs non inscrits, etc.) bénéficient moins souvent de revenus d'autres membres du ménage, et ont parmi les inactifs le niveau de vie le plus faible : 16 200 euros en moyenne, soit 11 % de moins que les étudiants, mais 20 % de plus que les chômeurs.

Tableau 3

Niveau de vie et pauvreté selon l'activité BIT en 2005

	Niveau de vie moyen en euros	Taux de pauvreté, en %	
		Au seuil de 60 %	Au seuil de 50 %
Actifs	19 895	9,5	5,4
- actif occupé	20 657	6,8	3,4
- chômeur	13 412	34,0	22,8
Inactifs de 18 ans ou plus	17 527	13,3	6,5
- étudiants de 18 ans ou plus	18 230	17,2	9,4
- inactifs de 18 à 64 ans	16 161	24,2	14,5
- retraités ou inactifs de 65 ans ou plus	17 987	8,9	3,2
Enfants de moins de 18 ans*	17 348	15,5	8,0
Ensemble de la population	18 603	12,1	6,3

* Toutes les personnes de moins de 18 ans sont considérées comme enfant, quelle que soit leur occupation.

Champ : Individus appartenant à des ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul, dont la personne de référence n'est ni étudiante ni militaire du contingent et dont l'activité BIT est renseignée.

Sources : Enquête Revenus fiscaux 2005, Insee-DGI.

*Encadré***Pauvreté, types de ménages et ZUS**

Les zones urbaines sensibles (ZUS) font partie des zones prioritaires de la politique de la ville. Elles se caractérisent par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi. La population des ZUS représente environ 6,5 % de l'ensemble de la population métropolitaine.

En 2005, selon l'enquête Revenus fiscaux, 27,9 % des individus résidant en ZUS vivent sous le seuil de pauvreté, alors que le taux de pauvreté en dehors des ZUS est de 11 %. La pauvreté en ZUS a tendance à s'accroître régulièrement depuis 2002, à l'exception de 2004. Le niveau de vie moyen en ZUS s'établit à 1 130 euros par mois, à mettre en regard de 1 550 euros pour l'ensemble de la population métropolitaine. Les 10 % d'individus les plus modestes de la population vivant en ZUS ont un niveau de vie inférieur à 610 euros mensuels (premier décile, D1), tandis que les 10 % d'individus aux plus hauts revenus ont un niveau de vie supérieur à 1 730 euros (dernier décile, D9) (respectivement 780 euros et 2 450 euros pour l'ensemble de la population). Le rapport interdécile (D9/D1) en ZUS est de 2,8, soit un niveau légèrement inférieur à celui des résidents hors ZUS (3,1). Au final, la population des ZUS se caractérise donc par des revenus plus modestes, une pauvreté plus fréquente, et une répartition des revenus sensiblement plus homogène.

La composition du revenu disponible³ des individus vivant en ZUS s'en ressent. Elle est ainsi plus proche de celle de la population pauvre que de la moyenne nationale. Elle est marquée par une part

3. La composition du revenu disponible et du revenu déclaré est celle des individus des ménages dont la personne de référence a moins de 65 ans.

importante de prestations sociales : 23 % de leur revenu disponible contre 7 % pour les résidents hors ZUS (35 % pour la population pauvre). Les impôts acquittés sont, quant à eux, faibles : 6 % du revenu disponible. La part des salaires dans le revenu déclaré est de 89 % pour la population en ZUS contre 82 % hors ZUS. Cette différence s'explique par le fait que les allocations chômage sont prises en compte ici dans la rubrique salaires et qu'elles représentent une part importante en ZUS. Les revenus du patrimoine y sont faiblement présents (1 %).

Selon la configuration familiale, les ZUS se caractérisent par des taux de pauvreté plus élevés que ceux de l'ensemble de la population. Après les ménages sans famille principale⁴, le taux de pauvreté le plus élevé en 2005 dans les ZUS touche les familles nombreuses : 42,2 % des individus en couple avec trois enfants ou plus vivent sous le seuil de pauvreté en ZUS. Ils ont un niveau de vie moyen de 910 euros par mois. La part des prestations sociales dans leur revenu disponible est importante (37 %). Juste derrière les familles nombreuses en termes de risque de pauvreté en ZUS, on trouve les familles monoparentales : 37,6 % sont pauvres. Elles se caractérisent ainsi par un taux plus faible que les familles nombreuses. C'est l'inverse pour l'ensemble de la population. À l'opposé, les couples sans enfants en ZUS présentent le taux de pauvreté le plus faible, proche de celui de l'ensemble de la population (11 %).

Assez logiquement, disposer d'un emploi reste un moyen de se protéger contre la pauvreté. Au seuil de 60 % de la médiane, 9,5 % des personnes actives ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté alors que 13,3 % des inactifs sont dans cette situation. Parmi les actifs, le risque d'être pauvre est cinq fois moins élevé pour les actifs occupés que pour les chômeurs. Avec un taux de pauvreté de 34 %, les chômeurs sont les plus atteints par la pauvreté monétaire. Toutefois, occuper un emploi ne met pas à l'abri de la pauvreté : 1,7 million de personnes qui ont un emploi vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Bibliographie

- ACCARDO J. et *al.*, 2007, « La mesure du pouvoir d'achat et sa perception par les ménages », in *L'économie française. Comptes et dossiers*, coll. « Insee Références », Insee, juin.
- INSEE, 2007, *L'économie française – Comptes et dossiers*, coll. « Insee Références », juin.
- INSEE, 2006, *Revenus et patrimoine des ménages*, coll. « Insee Références », novembre.
- INSEE, 2006, *France, portrait social*, coll. « Insee Références », novembre.
- INSEE, 2006, *Les salaires en France*, coll. « Insee Références », septembre.
- INSEE, 2006, *L'économie française - Comptes et dossiers*, coll. « Insee Références », juillet.
- INSEE, 2004, « France, portrait social, édition 2004-2005 », coll. « Insee Références », novembre.
- OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PAUVRETÉ ET DE L'EXCLUSION SOCIALE, 2001-2002, 2003-2004 et 2005-2006, *Les Travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale*, La Documentation française.

4. Ces ménages regroupent des personnes qui n'ont pas de liens familiaux directs (colocataires, par exemple).